



**Ricard Ramon I Sumoy**  
Head of Unit, Policy Perspectives, DG AGRI,  
European Commission

**Jurgen Tack**  
Secretary General,  
European Landowners' Organisation



# PAC et utilisation des terres – quelle gouvernance pour y parvenir ?

Liz WILSON

De gauche à droite : Delphine BABIN-PELLIARD, Jörg-Andreas KRÜGER, Dr Jurgen TACK, Barry COWEN, Ricard RAMON I SUMOY, Rose O'DONOVAN

La troisième session s'est concentrée sur la réforme de la PAC et les structures de gouvernance nécessaires à sa mise en œuvre. Cinq intervenants ont partagé des perspectives variées, mettant en lumière les défis et les priorités pour adapter la PAC aux réalités actuelles.

## Une nouvelle orientation portée par la Commission

Ricard RAMON I SUMOY (DG AGRI) a présenté les grandes lignes de la future PAC, axées sur la simplification et la réduction de la charge administrative pour les agriculteurs et les opérateurs. Il a souligné un changement d'approche : moins de régulation descendante depuis Bruxelles et davantage de solutions ascendantes, basées sur le marché et sur une coopération renforcée au sein de la chaîne alimentaire. La flexibilité est au cœur de cette vision, afin de permettre aux politiques de s'adapter à un contexte en évolution rapide. Selon lui, deux tiers des actions prévues sont déjà en cours.

### « L'ambition sans financement échouera »

Barry COWEN (Renew Europe) a toutefois mis en garde contre un écart entre ambition et moyens. Selon lui, le budget proposé est insuffisant, avec un manque estimé à 20 %. Il a insisté sur un point central : sans financement adéquat, la mise en œuvre de la réforme restera limitée. « Tout dépend du budget », a-t-il affirmé.

### « L'innovation est la seule réponse »

Le Dr Jurgen TACK (ELO) a illustré les évolutions de l'usage des terres à travers un « graphique vivant », montrant les tensions

croissantes entre agriculture, nature et urbanisation. Pour répondre à ces défis tout en produisant davantage avec moins de ressources, il a insisté sur le rôle clé de l'innovation. Celle-ci est pourtant freinée aujourd'hui, alors qu'elle constitue, selon lui, la seule voie pour faire face au changement climatique, à la croissance démographique et aux pressions environnementales.

## Le statu quo ne suffira pas

Jörg-Andreas KRÜGER (NABU) a exprimé des réserves sur la capacité de la PAC à répondre aux défis futurs. Il a souligné que la politique n'a pas encore pleinement reconnu le rôle de l'agriculture dans la perte de biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre. Il a également évoqué des problèmes structurels persistants, tels que l'accès inégal à la terre ou la disparition progressive des exploitations. Selon lui, les propositions actuelles manquent de priorités claires en matière de protection de l'environnement.

## Compétitivité et nature : un faux dilemme

Delphine BABIN-PELLIARD (IUCN) a déconstruit l'idée d'un conflit entre compétitivité, sécurité alimentaire et protection de la nature. Elle a défendu une approche intégrée, où l'investissement dans la nature renforce la résilience et la performance des systèmes agricoles sur le long terme.

## Le débat : la gouvernance en pratique

La discussion finale a porté sur la mise en œuvre concrète des nombreuses initiatives de la Commission et sur la manière de les coordonner efficacement sur le terrain.